

DOC. DE LA SESSION No. 18

1837.

- personnes soient envoyées pour être interrogées de la part du gouvernement devant un comité de la Chambre, lorsque la communication a été reçue. Mackinnon était en route et a été interrogé. La seconde fois Mackinnon portait une pétition de l'Assemblée et une dépêche de lui (Aylmer) à ce sujet. Dans ces circonstances il recommande de payer Mackinnon. page 63
- 30 mars, Lambeth. Jackson à Stephen. Le gouvernement envoie-t-il des instituteurs au Canada? Dans ce cas, y a-t-il des vacances? 864
- 31 mars. Anonyme à Buxton. Le gouvernement ne peut intervenir dans les affaires de la Compagnie du Canada, et Glenelg ne se croit pas justifiable de séparer les nègres des autres habitants, même dans le cas où il n'eût pas été lié envers la Compagnie du Canada de ne pas disposer des terres autrement que par vente. 120
- 31 mars, Lochgilthead. Dick au Secrétaire des Colonies. Désire savoir où il peut se procurer une copie de testament de feu son frère Robert Dick. 427
- 1er avril, Perth. Clarke à Gordon. Demande des renseignements au sujet de Donald Clarke, qui est mort il y a quelques années près de Québec, et dont une annonce demande le plus proche parent. 326
- 5 avril, Londres. Murray à Stephen. Un de ses parents est sur le point de s'établir au Canada. Est-ce que le fait qu'il a servi pendant douze ans dans la marine lui facilitera l'obtention d'une terre? 900
- 6 avril, Londres. Aylmer à Glenelg. Considère que le refus de lui accorder l'intérêt sur l'arrière de solde qui lui est dû est une décision injuste. S'il avait pu réconcilier cela avec son sens de la justice envers les fonctionnaires publics dans la province il n'y aurait eu aucun arriéré, attendu que les instructions de Goderich l'eussent justifié d'émettre un mandat pour sa propre solde et pour les appointements du secrétaire provincial et des officiers en loi de la Couronne à même les revenus à la disposition de Sa Majesté. Bien que l'intérêt ait été refusé il ne regrette pas la ligne de conduite qu'il a suivie. Il est dur pour lui de souffrir d'un état de choses qu'il s'est efforcé de prévenir. 69
- 6 avril, Londres. Burrage à Glenelg. Écrit pour demander une réponse à deux lettres. Si sa réclamation se règle d'une manière satisfaisante, il se propose de retourner prendre son service aussitôt que possible. 122
- 8 avril. Anonyme à Burrage. A reçu des représentations. Regrette les difficultés qu'il (Burrage) a subies depuis son arrivée dans le Bas-Canada. Il aurait accordé volontiers des secours convenables, mais le bill présenté au parlement ne pourvoit qu'aux choses absolument nécessaires, et il ne peut laisser espérer aucun arrangement, car ce serait simplement se préparer à un désappointement. 98
- 13 avril, Londres. Burrage à Grey. Demande avec instance que sa réclamation soit transférée comme on l'a fait dans le cas de Sewell. N'avait pas été alarmé de certains rapports qui pourraient affecter sa solde et son indemnité. N'avait pas entendu dire que les revenus de la Couronne devaient être remis, avant que l'acte ne fut accompli, car il aurait exposé quels étaient ses engagements. 123
- 15 avril, Montréal. Marconnay à Russell (en français). L'état des partis à Montréal. Le parti extrême a deux journaux au moyen desquels il inculque au peuple les idées les plus fausses. Il a fondé un journal, dont il envoie trois numéros, pour combattre ces idées. La difficulté de faire payer ce journal et demande quels moyens prendre pour en assurer l'existence. 558
- 19 avril. *Inclus.* Dans la partie 3, deux numéros du journal *Le Populaire*. 562, 602
- Anonyme à Gregory. Bien que Glenelg de la part du gouvernement ne peut faire aucune promesse qu'il (Gregory) atteindra son objet, cependant Sa Seigneurie accordera toute son attention aux réclamations de Gregory. 548
- 19 avril, Londres. Goulburn à Glenelg. Transmet un exposé du cas du rév. M. Burrage, et en laisse la décision entre ses mains (de Glenelg). 549